

Bangladesh : une grave crise sociale et politique secoue le pays

Depuis des semaines, une grave crise sociale et politique secoue le Bangladesh. Elle s'est traduite par la fuite précipitée en Inde de la première ministre démissionnaire, Sheikh Hasina à la tête du pays depuis 2009 et son remplacement par Mohammad Yunus, titulaire du Prix Nobel de la paix en 2006.

Cette crise majeure marquée par des manifestations importantes en particulier des étudiants qui protestaient contre l'attribution de quota de postes dans la fonction publique a fait l'objet, de la part du pouvoir, d'une répression féroce causant des centaines de morts^[1]. Si les étudiants obtinrent la suppression des quotas le 21 juillet, la colère populaire s'amplifia et atteint son paroxysme le 5 août quand une véritable marée humaine a convergé vers la capitale Dacca. Tandis que de nombreux militaires rompaient les rangs et que les usines textiles de la capitale entraient simultanément en grève pour soutenir le mouvement. Le gouvernement était vaincu et Hasina démissionnait et s'enfuyait pour l'Inde.

De tels événements prennent racine dans un contexte de crise qu'il convient de situer et de commencer d'analyser. Si le Bangladesh est un pays pauvre très densément peuplé avec 1.286 hab/km² en 2020^[2], il est situé dans une région en plein développement qui est un centre de développement très actif du capitalisme international^[3]. Comme tous les pays de la région, il est au coeur des affrontements au sein du système impérialiste et n'échappe pas à celui majeur entre les USA et la Chine^[4], mais aussi aux influences et visées d'un voisin aussi puissant que l'Inde.

Pour sa part le Bangladesh a connu un développement rapide depuis dix ans avec une croissance de 7%. Ce développement capitaliste se concentre essentiellement dans les zones urbaines, alors que 70% de la population vit à la campagne. Ici le développement capitaliste est faible, l'agriculture utilise très peu de machines : 1% de mécanisation, contre 70% en Inde, et 95% pour le riz au Sri Lanka. Les parcelles agricoles sont minuscules, tournées vers la subsistance et non vers le marché.

Le développement du capitalisme au Bangladesh et tout particulièrement dans le secteur textile a été alimenté par un flux important d'investissement directs étrangers et de pratiques de sous-traitance pour les grandes firmes occidentales. Cela a créé un prolétariat urbain d'autant plus paupérisé que la dégradation de la situation internationale pèse lourdement sur les travailleurs. C'est dans ces conditions que de grandes grèves se sont développées dans le secteur aux mois d'octobre et de novembre derniers. La revendication des ouvriers et surtout ouvrières était le triplement du salaire mensuel actuel de 5.710 taka, alors qu'il en faudrait 37.000 pour vivre. Sans atteindre l'objectif du triplement, les luttes ont permis qu'il soit quasiment doublé à 10.000 taka (1 taka = 0,0077 euro).

Si donc la situation sociale des travailleurs, de la paysannerie et de la jeunesse permet de comprendre comment c'est agrégé le mécontentement qui a conduit au renversement du gouvernement, il convient de ne pas négliger que les formes autoritaires prises par le pouvoir depuis des décennies ont contribué à un blocage sans issue institutionnelle.

Si incontestablement la nature populaire du soulèvement prend racine dans les conditions du développement capitaliste du Bangladesh, il convient de ne pas négliger que les forces politiques dominantes en présence ne remettent pas en cause la trajectoire capitaliste mais y ajoutent les intérêts de puissances voisines : l'Inde, le Pakistan... Pour sa part le Parti Communiste de Bangladesh par la voix de ses dirigeants se déclare : " *profondément préoccupé par le retard dans la formation du gouvernement intérimaire et le manque de dialogue avec les progressistes de gauche* Le président du Parti communiste du Bangladesh (CPB), Mohammad Shah Alam, et le secrétaire général Ruhin Hossain Prince ont exprimé mercredi leur profonde préoccupation dans un

communiqué, mercredi 7 août 2024, dénonçant le retard dans la formation du gouvernement intérimaire et l'absence de discussion avec la gauche progressistes".

La *solution* qui semble émerger est la mise en selle par les militaires de Mohammad Yunus qui est incontestablement un homme des États-Unis si l'on se réfère à son passé^[5]. Ainsi, l'ONG de Yunus connue sous le nom de Grameen Bank^[6], qui, depuis sa création en 1983 et jusqu'en 2008, a fourni la somme de 7,6 milliards de dollars en prêts sans garantie à des paysans au Bangladesh a créé un vaste réseau d'influence dans le pays ! La question qui se pose est bien de savoir si cette nomination par les militaires est un *paravent* populaire en attendant de trouver une solution plus pérenne permettant aux intérêts américains d'être mieux et plus sûrement entendus.

À ce stade, l'histoire n'est pas encore écrite, mais s'il convient de ne pas se tromper sur la nature de l'affrontement de classe au Bangladesh dans le cadre d'un développement rapide d'un capitalisme dominé par les intérêts étrangers et s'appuyant sur une bourgeoisie locale compradore, il ne faut pas négliger les forts tropismes des affrontements au sein de l'impérialisme dans la région.

^[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2913-rubrique-internationale-coree-du-sud-bengladesh>

^[2] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bangladesh>

^[3] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/asie/1715-2022-la-montee-du-capitalisme-en-asie-va-se-confirmer>

^[4] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/2556-texte-preparatoire-aux-initiatives-sur-la-question-de-limperialisme>

^[5] <https://multipolaris.substack.com/p/de-hasina-a-yunus-les-dessous-dune>

^[6] https://fr.wikipedia.org/wiki/Grameen_Bank